

PUBLICATIONS PÉRIODIQUES

SOCIÉTÉS COMMERCIALES ET INDUSTRIELLES (COMPTES ANNUELS)

NATIOCREDIBAIL

Société anonyme au capital de 32 000 000 €
Siège social : 12, rue du Port, 92000 Nanterre
998 630 206 R.C.S. Nanterre

Comptes annuels approuvés par l'Assemblée Générale Ordinaire du 22 mai 2017.

I. — Bilan comparé 2016 – 2015

En milliers d'euros

Actif	2016	2015
Créances sur les établissements de crédit	168 989	109 429
Opérations avec la clientèle	0	0
Actions et autres titres à revenu variable	0	0
Participations et autres titres détenus à long terme	7	21
Parts dans les entreprises liées	46 291	46 291
Crédit-bail et location avec option d'achat	2 390 249	2 271 378
Location simple	7 094	6 299
Immobilisations corporelles & incorporelles	0	0
Autres actifs	40 800	38 737
Comptes de régularisation	8 011	8 809
Total de l'actif	2 661 441	2 480 965

Passif	2016	2015
Dettes envers les établissements de crédit	2 378 933	2 229 604
Opérations avec la clientèle	146 641	137 815
Dettes représentées par un titre	1 000	0
Autres passifs	57 554	50 455
Comptes de régularisation	23 794	23 762
Provisions	2 607	856
Capitaux propres hors FRBG	50 912	38 474
- Capital souscrit	32 000	32 000
- Prime d'émission	17 642	17 642
- Réserves	3 275	3 275
- Subventions d'investissements	5 957	6 379
- Report à nouveau	-20 822	-27 056
- Résultat de l'exercice	12 861	6 234
Total du passif	2 661 441	2 480 965

Hors-bilan comparé 2016 - 2015

En milliers d'euros	2016	2015
Engagements donnés	317 538	138 250
Engagements de financement des établissements de crédit	5 000	138 173
Engagements de financement de la clientèle	312 408	
Engagements de garantie	130	77

Engagements reçus	299 813	392 150
Engagements de financement	54 981	117 574
Engagements de garantie reçus d'établissement de crédit	184 449	215 763
Engagements de garantie reçus de la clientèle	60 383	58 813
Engagements sur titres	0	0

II. — Compte de résultat comparé 2016 - 2015

En milliers d'euros	2016	2015
Intérêts et produits assimilés	2 423	2 198
Intérêts et charges assimilés	-28 057	-30 380
Produits sur opérations de crédit-bail et assimilés	267 516	250 687
Charges sur opérations de crédit-bail et assimilés	-213 512	-201 458
Produits sur opérations de location simple	4 609	4 106
Charges sur opérations de location simple	-10 607	-6 212
Revenus des titres à revenu variable	0	0
Commissions (produits - charges)	-956	-1 222
Autres produits d'exploitation bancaire et non bancaire	6 513	1 138
Autres charges d'exploitation bancaire et non bancaire	-2 485	-17
Produit net bancaire	25 444	18 838
Charges générales d'exploitation	-12 137	-13 099
Résultat brut d'exploitation	13 307	5 739
Coût du risque	39	-40
Résultat d'exploitation	13 346	5 699
Résultat courant avant impôt	13 346	5 699
Impôt sur les bénéfices	-485	535
Résultat net	12 861	6 234

III. — Affectation du résultat

L'Assemblée Générale, sur proposition du Conseil d'administration, décide d'affecter le bénéfice de l'exercice s'élevant à 12 860 992,74 € au report à nouveau qui passera de -20 822 246,41 € à - 7 961 253,67 €.

Le montant des dividendes distribués par action, au titre des trois derniers exercices est de :

(En euros)	2013	2014	2015
Dividende distribué	0 €	0 €	0 €

Cette résolution est adoptée à l'unanimité des membres présents ou représentés.

IV. — Annexes aux comptes sociaux

Exercice du 1er janvier au 31 décembre 2016

1. Faits marquants de l'exercice

Néant.

2. Principes comptables et méthodes d'évaluation

Les comptes de Natiocrédibail ont été établis conformément aux dispositions réglementaires applicables aux banques, telles qu'elles sont prévues en particulier par le Règlement 91-01 du Comité de la Réglementation Bancaire relatif à l'établissement et à la publication des comptes annuels des établissements de crédit, modifié par les règlements CRC 2000-03, CRC 2004-16, CRC 2005-04 et le règlement ANC n° 2014-07 du comité de la Réglementation Comptable.

Conformément aux dispositions du règlement 2002-03 du Comité de la Réglementation Comptable et des précisions apportées par l'avis 2003 G du Comité d'urgence, les encours sous risque sont ventilés en encours douteux et en encours douteux compromis, cette dernière catégorie reprenant principalement les créances déchuées du terme en crédit et résiliées en opérations de crédit-bail et de location simple. Par ailleurs, aucune créance n'est restructurée à des conditions hors marché.

Natiocrédibail fait application, depuis le 1er janvier 2005, de l'article 13 du règlement n° 2002-03 du CRC relatif aux modalités de calcul des dépréciations pour créances douteuses et créances douteuses compromises, fondées sur une évaluation actualisée des flux recouvrables. Conformément au règlement, l'incidence de l'actualisation a été comptabilisée lorsque son résultat est apparu significatif au regard des montants prudemment estimés.

L'effet de désactualisation est comptabilisé en Produit Net Bancaire. L'effet d'actualisation est comptabilisé en coût du risque.

A. Conversion des opérations libellées en devises.

Natiocrédibail n'effectue pas d'opérations en devises.

B. Créances sur les établissements de crédit.

Ce poste correspond notamment aux disponibilités en trésorerie et aux prêts accordés à des établissements de crédit. Les créances sur les établissements de crédit sont ventilées en créances à vue et créances à terme.

Au compte de résultat, les dotations et reprises de provisions et de dépréciations, les pertes sur créances irrécupérables et les récupérations sur créances amorties sont regroupées dans la rubrique « *Coût du risque* ». Les intérêts correspondant à la rémunération de la valeur comptable des créances dépréciées, ou à la reprise de l'effet d'actualisation, sont comptabilisés en « *Produits d'intérêts* ».

Les créances sur les établissements de crédit sont inscrites au bilan à leur valeur nominale augmentée des intérêts courus non échus.

C. Opérations avec la clientèle.

Les créances sur la clientèle comprennent les concours distribués aux agents économiques autres que les établissements de crédit et sont inscrites au bilan à leur valeur nominale augmentée des intérêts courus non échus.

Les prêts consentis sont répartis entre les encours réputés sains et les encours jugés douteux.

Le suivi des créances s'appuie sur le système de notation des risques du groupe BNP Paribas.

L'échelle de notation comprend douze niveaux : dix couvrant les créances saines et deux relatifs aux clients douteux et douteux compromis.

Conformément aux dispositions de l'article 3 du CRC 2002-03, sont considérées comme douteuses les créances pour lesquelles :

- Il existe un risque de voir les débiteurs dans l'impossibilité d'honorer tout ou partie de leurs engagements
- Les crédits présentant des échéances impayées depuis plus de trois mois, ou plus de six mois en matière de crédit aux collectivités locales
- Les crédits faisant l'objet d'une procédure contentieuse.

La classification en douteux d'une créance entraîne immédiatement celle de l'ensemble des encours et des engagements relatifs au débiteur dans cette même catégorie.

Ces crédits donnent lieu à constitution d'une dépréciation qui correspond à la différence entre la valeur brute de la créance et la valeur actualisée au taux effectif d'origine du crédit (pour les crédits à taux fixe) ou au dernier taux connu (pour les crédits à taux variable) des flux futurs estimés recouvrables.

Les flux futurs attendus sont estimés de deux façons :

- Manuellement par les gestionnaires des créances qui font une évaluation unitaire de ce flux.
- Statistiquement pour les créances de petits montants selon des seuils de créances propres à chaque marché.

Le montant des dépréciations calculées sur base statistique est à néant pour Natiocrédibail.

Lorsque le paiement des échéances initiales d'un crédit devenu douteux a repris de manière régulière, celui-ci peut à nouveau être classé dans la catégorie des créances saines.

Sont considérées comme douteuses compromises :

- Les créances pour lesquelles la déchéance du terme a été prononcée
- Les créances classées en douteux depuis plus d'un an.

Les dépréciations pour créances douteuses couvrant des risques inscrits à l'actif du bilan sont affectées en déduction des actifs concernés.

Au compte de résultat, les dotations et reprises de provisions pour dépréciation, les pertes sur créances irrécouvrables et les récupérations sur créances amorties sont regroupées dans la rubrique « *Coût du risque* »

Les intérêts correspondant à la rémunération de la valeur des créances dépréciées ou à la reprise de l'effet actualisation sont comptabilisés en « *Produits d'intérêts* ».

Les intérêts des crédits déclassés en douteux font l'objet d'une dépréciation égale à 100 %.

D. Titres.

La comptabilisation des titres est décrite dans les dispositions du règlement CRC 2005-01. Les titres sont classés dans les catégories suivantes : titres de transaction, titres de placement, titres de l'activité de portefeuille, titres d'investissement, autres titres détenus à long terme, titres de participation et parts dans les entreprises liées.

— Titres de transaction

Les titres, qui à l'origine sont acquis ou vendus avec l'intention de les revendre ou de les racheter à court terme et ceux détenus du fait d'une activité de mainteneur de marché, sont évalués individuellement à leur prix de marché.

Les variations de valeur contribuent à la formation du résultat de ce portefeuille. Les titres enregistrés parmi les titres de transaction ne peuvent être reclassés dans une autre catégorie comptable, et continuent de suivre les règles de présentation et de valorisation des titres de transaction jusqu'à leur sortie du bilan par cession, remboursement intégral ou passage en pertes.

Natiocrédibail ne détient pas de titres de transaction au 31 décembre 2016.

— Titres de placement

Il s'agit de titres qui, ne sont inscrits dans aucune des autres catégories existantes. Les titres de placement sont évalués au plus bas du prix d'acquisition ou de la valeur probable de négociation (cours de bourse si les titres sont cotés). Ils constituent des « *Actions et autres titres à revenu variable* ».

Natiocrédibail ne détient pas de titres de placement au 31 décembre 2016.

— Titres d'investissement

Il s'agit de titres acquis avec l'intention manifeste de les conserver jusqu'à leur échéance.

Les titres d'investissement correspondent à des billets à moyen terme négociables destinés à être conservés durablement et pour lesquels il existe un financement par des ressources adossées à caractère permanent et durablement affectées. Ces titres sont enregistrés à la date de souscription pour leur valeur nominale. Ils sont inscrits au poste « *Obligations et autres titres à revenu fixe* ».

Natiocrédibail ne détient pas de titres d'investissement au 31 décembre 2016.

— Titres de l'activité de portefeuille

Relèvent d'une activité de portefeuille, les investissements réalisés de façon régulière avec pour seul objectif, d'en retirer le gain en capital à moyen terme sans intention d'investir durablement dans le développement du fonds de commerce de l'entreprise émettrice.

Les titres de l'activité de portefeuille sont comptabilisés individuellement au plus bas de leur coût historique ou de leur valeur d'utilité. La valeur d'utilité est déterminée en tenant compte des perspectives générales d'évolution de l'émetteur et de l'horizon de détention. La valeur d'utilité des titres cotés est principalement déterminée par référence au cours de bourse sur une période suffisamment longue.

Natiocrédibail ne détient pas de titres de l'activité portefeuille au 31 décembre 2016.

— Autres titres détenus à long terme, titres de participation et parts dans les entreprises liées

Les « *Parts dans les entreprises liées* » sont constitués par des participations présentant un caractère stratégique pour le développement de ses activités.

Les titres de participation sont comptabilisés individuellement au plus bas de leur valeur d'acquisition ou de leur valeur d'utilité. La valeur d'utilité est déterminée par référence à une méthode d'évaluation multicritères fondée sur les éléments disponibles tels que l'actualisation des flux futurs, la somme des parties, l'actif net réévalué et les rapports communément utilisés qui leur sont relatifs pour apprécier les perspectives de rentabilité et de réalisation de chaque ligne de titre.

Les plus ou moins-values de cession et les mouvements de dotations ou reprises de dépréciation sont enregistrés dans la rubrique « *Gains ou pertes sur actifs immobilisés* » du compte de résultat.

Les dividendes sont enregistrés dans la rubrique « *Revenus des titres à revenu variable* ».

E. Crédit-Bail Immobilier et Immeuble en Location Simple

Ces rubriques recensent les immobilisations données en location nettes des amortissements comptables pratiqués. Conformément à l'avis n° 2006-C du 4 octobre 2006 explicitant les dispositions de l'avis n° 2004-15, les dispositions du règlement du CRC n° 2002-10 relatif à l'amortissement et à la dépréciation des actifs ne s'appliquent pas aux opérations de crédit-bail et de location financière.

— Crédit-bail Immobilier

Il convient au préalable de rappeler que Natiocrédibail avait opté pour le maintien du régime fiscal d'exonération dans les conditions prévues par l'article 96 de la loi de finances pour 1991, et dont les dispositions générales sont rappelées ci-après :

Le régime fiscal des opérations de crédit-bail immobilier diffère selon qu'il s'agit :

- Des opérations conclues avant le 1er janvier 1991 : maintien du régime fiscal de faveur des SICOMI ;
- Des opérations conclues entre le 1er janvier 1991 et le 31 décembre 1995 : maintien du régime de faveur jusqu'au 31 décembre 1995, sauf pour les opérations portant sur des immeubles à usage de bureaux, exclues du bénéfice du régime dérogatoire dès le 1er janvier 1991.

— Opérations de crédit-bail conclues jusqu'au 31 décembre 1995**a) Valeur brute des immobilisations de crédit-bail**

La valeur brute des immobilisations comprend l'ensemble des éléments constitutifs du prix de revient. Dans le cadre de VEFA ou de construction, des pré loyers peuvent être inclus dans les contrats avec le crédit-preneur et qui seront comptabilisés en produit à recevoir capitalisé dans la valeur brute locative ou payés à la facturation.

b) Amortissement des immobilisations

L'amortissement est comptabilisé selon un mode dégressif pour chaque opération. Cependant, conformément à la réglementation particulière applicable aux SICOMI (circulaire du 30 septembre 1968), la Société peut amortir ses immeubles sur des durées plus courtes que celles de droit commun. Natiocrédibail amortit sur une durée de vingt ans ses immeubles.

c) Provision pour moins-value sur valeur résiduelle

La Société est autorisée à constituer chaque année une provision spéciale, dite « *Provision article 64* », égale à la différence entre l'amortissement financier annuel de l'opération et l'amortissement comptable dudit immeuble pratiqué.

— Opérations de crédit-bail conclues à partir du 1er janvier 1996

a) Valeur brute des immobilisations

La valeur brute des immobilisations comprend l'ensemble des éléments constitutifs du prix de revient. Dans le cadre de VEFA ou de construction, des pré loyers peuvent être portés dans les contrats avec le crédit-preneur qui sont comptabilisés en produit à recevoir et capitalisé dans la valeur brute locative ou payés à la facturation.

b) Amortissement des immobilisations

Les amortissements des immobilisations sont comptabilisés suivant un mode linéaire sur 20 ans.

c) Provision pour moins-value sur valeur résiduelle

L'article 39 quinquies I du Code général des impôts offre aux entreprises de crédit-bail la possibilité de constituer en franchise d'impôt une provision pour étaler la prise en charge de la perte supportée en fin de contrat du fait d'un prix de levée d'option plus faible que la valeur nette comptable de l'immeuble.

— Créances douteuses

Comme pour les opérations de crédit, en matière d'opérations de crédit-bail ou de location simple, le suivi des créances s'appuie sur le système de notation des risques du groupe BNP Paribas. L'échelle de notation comprend douze niveaux : dix couvrant les créances saines et deux relatifs aux clients douteux et douteux compromis.

Conformément aux dispositions de l'article 3 du CRC 2002-03, sont considérées comme douteuses les créances pour lesquelles :

- Il existe un risque de voir les débiteurs dans l'impossibilité d'honorer tout ou partie de leurs engagements
- Les contrats présentant des échéances impayées depuis plus de trois mois, ou plus de six mois en matière de crédit aux collectivités locales
- Les contrats faisant l'objet d'une procédure contentieuse.

La classification en douteux d'une créance entraîne immédiatement celle de l'ensemble des encours et des engagements relatifs au débiteur dans cette même catégorie.

Ces créances donnent lieu à la constitution d'une dépréciation qui correspond à la différence entre la valeur brute de la créance et la valeur actualisée au taux effectif d'origine du contrat (pour les contrats à taux fixe) ou au dernier taux connu (pour les contrats à taux variable) des flux futurs estimés recouvrables.

Les flux futurs attendus sont évalués de deux façons :

- Manuellement par les gestionnaires des créances qui font une évaluation unitaire de ce flux.
- Statistiquement pour les créances de petits montants selon des seuils de créances propres à chaque marché.

Le montant des dépréciations calculées sur base statistique est à néant pour Natiocrédibail.

Lorsque le paiement des échéances initiales d'un contrat de crédit-bail ou de location devenu douteux a repris de manière régulière, celui-ci peut à nouveau être classé dans la catégorie des créances saines.

Sont considérées comme douteuses compromises :

- Les créances pour lesquelles la résiliation du contrat de crédit-bail ou de location a été prononcée
- Les créances classées en douteux depuis plus d'un an.

Les dépréciations pour créances douteuses couvrant des risques inscrits à l'actif du bilan sont affectées en déduction des actifs concernés.

Au compte de résultat, conformément aux dispositions du CRC 2005-04, les dotations et reprises de provisions pour dépréciation, les pertes sur créances irrécouvrables et les récupérations sur créances amorties sont inscrites dans la rubrique « *Produits sur opérations de crédit-bail ou Produits sur opérations de location simple* ». Il en est de même pour les intérêts correspondant à la rémunération de la valeur des créances dépréciées ou à la reprise de l'effet d'actualisation.

Les intérêts compris dans les échéances de loyers de crédit-bail ou de location déclassés en douteux font l'objet d'une dépréciation égale à 100 %.

— Dépréciation des immobilisations

Le montant des dépréciations destinées à couvrir les moins-values potentielles sur matériels relatifs à des contrats ayant fait l'objet d'un déclassement en douteux se calcule par différence entre la valeur de vente estimée (base statistique ou manuelle) et la VNC au 31/12/2016.

F. Immobilisations

— Immobilisations incorporelles

Natiocrédibail ne détient pas d'Immobilisations incorporelles au 31 décembre 2016.

— Immobilisations corporelles

Natiocrédibail ne détient pas d'Immobilisations corporelles au 31 décembre 2016. Elle bénéficie de l'assistance administrative de BPLG.

G. Provisions

Les provisions de passif concernent essentiellement les provisions pour litiges, amendes et risques. Conformément au règlement CRC 2000-06, les provisions sont évaluées pour le montant correspondant à la meilleure estimation de la sortie de ressources nécessaire à l'extinction de l'obligation déterminée comme correspondant à l'hypothèse la plus probable.

Ces passifs constituent une obligation actuelle juridique ou implicite de Natiocrédibail à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers.

Les dotations et reprises de provisions sont enregistrées en résultat sur les lignes correspondant à la nature des dépenses futures couvertes.

H. Produit Net Bancaire.

— Intérêts, produits et charges assimilées

Les intérêts et agios sont enregistrés en résultat prorata temporis.

Les commissions (notamment de risque) et produits assimilés sur opérations bancaires dont le calcul et la perception correspondent à l'évolution d'un encours au bilan ou au hors bilan, sont considérés comme acquis prorata temporis et sont repris dans ces postes.

— Charges et produits sur opérations de crédit-bail et assimilés et de location simple

Les charges sur opérations de crédit-bail immobilier et de location simple correspondent aux amortissements industriels admis par l'administration fiscale. Sont incluses également les provisions spéciales (Art 39 & Art 64) et les moins-values comptables dégagées lors de la cession des immeubles en fin de contrat.

Les produits sur opérations de crédit-bail immobilier et de location simple enregistrent les loyers échus, régularisés des loyers perçus d'avance ou des loyers à recevoir en fin d'exercice. S'y ajoutent les plus-values comptables dégagées lors de la cession des immeubles en fin de location et les reprises de provisions spéciales (Art 39 & Art 64), les indemnités exigibles sur contrats résiliés pour leur variation positive ou négative par rapport à l'exercice précédent, les frais de dossiers et le coût du risque.

I. Charges Générales d'Exploitation.

Les charges générales d'exploitation s'élèvent à 12 137 K€ contre 13 099 K€ en 2015 et sont essentiellement constituées par les rémunérations d'intermédiaires et assistance administrative à hauteur de 10 983 K€.

3. Notes sur le bilan

A. Opérations en devises

Néant

B. Créances sur les établissements de crédit

En milliers d'euros	2016	2015
Créances à vue	48 948	9 929
Créances rattachées		
Total à vue	48 948	9 929
Prêt au jour le jour	-	-
Autres créances à terme	119 014	98 621
Créances rattachées	1 000	790
Total à terme	120 014	99 411
Total Créances Saines	168 962	109 340

En milliers d'euros	Brut	Provision	Net
Créances douteuses sur Ets Crédit	284	-257	27
Total Créances Douteuses	284	-257	27

Échéancier au 31 décembre 2016

En milliers d'euros	Total bilan	< 3 mois	3 mois à 1 an	1 an - 5 ans	> 5ans
Créances à terme (hors créances rattachées)	119 014	637	7 955	30 508	79 914

C. Opérations avec la clientèle (Actif)

Néant

D. Obligations et autres titres à revenu fixe

Néant

E. Actions et autres titres à revenu variable

Néant

F. Participations et autres titres détenus à long terme et parts dans les entreprises liées

En milliers d'euros	Valeur nette	Dont titres cotés	Dont titres non cotés	Dont établissements de crédit
Participations et autres titres détenus à long terme	7		7	
Parts dans les entreprises liées	46 291	0	0	46 291
Total 2016	46 298	0	7	46 291
Total 2015	46 312	0	21	46 291

L'évolution des valeurs brutes et nettes des titres de participation et parts dans les entreprises liées sur l'exercice est présentée ci-après :

En milliers d'euros	Total	Participations et autres titres détenus à long terme	Parts dans les entreprises liées
Valeur brute au 31 décembre 2015	46 312	21	46 291
Acquisitions de l'exercice	-		
Cessions de l'exercice	-		
Autres mouvements	-14	-14	
Valeur brute au 31 décembre 2016	46 298	7	46 291
Dépréciations au 31 décembre 2015	-		
Dotations de l'exercice	-		
Reprises de l'exercice	-		
Autres mouvements	-		
Dépréciations au 31 décembre 2016	-	-	
Valeur nette au 31 décembre 2015	46 312	21	46 291
Valeur nette au 31 décembre 2016	46 298	7	46 291

G. Crédit-bail

Immobilisations En milliers d'euros	Solde au 31/12/2015	Acquisition d'immobilisations de l'exercice	Sorties d'immobilisations de l'exercice	Autres variations de l'exercice	Solde au 31/12/2016
Immobilisations en Crédit-Bail					
Immobilisations en Crédit-Bail France	2 970 158	373 727	-85 167	-17 384	3 241 335
Total des immobilisations en Crédit-Bail	2 970 158	373 727	-85 167	-17 384	3 241 335
Immobilisations en cours Crédit-Bail					
Immobilisations en cours Crédit-Bail France	131 156	108 169	-131 488	0	107 836
Total des Immobilisations en cours Crédit-Bail	131 156	108 169	-131 488	0	107 836
Acomptes versés fournisseurs					
Acomptes versés fournisseurs France					
Total des acomptes versés fournisseurs	0	0	0	0	0
Total Immobilisations Crédit-Bail	3 101 313	481 896	-216 655	-17 384	3 349 171

Amortissements et provisions En milliers d'euros	Solde au 31/12/2015	Dotations aux amortissements de l'exercice	Reprises d'amortissements de l'exercice	Autres variations de l'exercice	Solde au 31/12/2016	Valeur nette Comptable au 31/12/2016
Immobilisations en Crédit-Bail						
Immobilisations en Crédit-Bail France	628 937	134 003	-46 492	-5 310	711 137	2 530 198
Total des immobilisations en Crédit-Bail	628 937	134 003	-46 492	-5 310	711 137	2 530 198
Immobilisations en cours Crédit-Bail						
Immobilisations en cours Crédit-Bail France						107 836
Total des Immobilisations en cours Crédit-Bail		0	0	0	0	107 836
Acomptes versés fournisseurs						
Acomptes versés fournisseurs France					0	

Total des acomptes versés fournisseurs		0	0	0	0	0
Total Immobilisations Crédit-Bail	628 937	134 003	-46 492	-5 310	711 137	2 638 034

Provisions Art 39 et dépréciation des immeubles En milliers d'euros	Solde au 31/12/2015	Dotations aux amortissements de l'exercice	Reprises d'amortissements de l'exercice	Autres variations de l'exercice	Solde au 31/12/2016
Immobilisations en Crédit-Bail					
Immobilisations en Crédit-Bail France	221 873	64 215	-12 073		274 015
Total des immobilisations en Crédit-Bail	221 873	64 215	-12 073	0	274 015
Immobilisations en cours Crédit-Bail					
Immobilisations en cours Crédit-Bail France					
Total des Immobilisations en cours Crédit-Bail	0	0	0	0	0
Acomptes versés fournisseurs					
Acomptes versés fournisseurs France					
Total des acomptes versés fournisseurs	0	0	0	0	0
Total Immobilisations Crédit-Bail	221 873	64 215	-12 073	0	274 015

En milliers d'euros	Solde au 31/12/2015	Dotations aux amortissements de l'exercice	Reprises d'amortissements de l'exercice	Autres variations de l'exercice	Solde au 31/12/2016
Créances douteuses valeur brute Crédit-Bail (1)					
Créances douteuses valeur brute Crédit-Bail France	52 961				55 106
Total Créances douteuses valeur brute Crédit-Bail (1)	52 961				55 106
Provisions sur créances douteuses Crédit-Bail (1)					
Provisions sur créances douteuses Crédit-Bail France	43 557	21 567	-20 326	0	44 799
Total Provisions sur créances douteuses Crédit-Bail (1)	43 557	21 567	-20 326	0	44 799
Créances rattachées Crédit-Bail					
Créances rattachées Crédit-Bail France	11 472				15 922
Total Créances rattachées Crédit-Bail	11 472				15 922
Total des créances douteuses valeur nette et créances rattachées Crédit-bail	20 876				26 229

(1) En application du CRC 2002-03 les encours douteux et les provisions se ventilent de la façon suivante :

	Brut	Provision	net
Crédit-bail compromis	53 903	-44 358	9 545
Total crédit-bail compromis	53 903	-44 358	9 545
Crédit-bail non compromis	1 203	-441	762
Total crédit-bail non compromis	1 203	-441	762
Total crédit-bail	55 106	-44 799	10 307

H. Location simple

En milliers d'euros	Solde au 31/12/2015	Acquisition d'immobilisations de l'exercice	Sorties d'immobilisations de l'exercice	Autres variations de l'exercice	Solde au 31/12/2016
Immobilisations en Location Simple					
Immobilisations en Location Simple France	0	0	0	0	0
Immobilisations patrimoine France	23 996		-7 727	16 625	32 894
Total des immobilisations en Location Simple	23 996	0	-7 727	16 625	32 894

Immobilisations en cours Location Simple					
Immobilisations en cours Location Simple France	0	0	0	0	0
Total des Immobilisations en cours Location Simple	0	0	0	0	0
Acomptes versés fournisseurs					
Acomptes versés fournisseurs France	76	0	-76	0	0
Total des acomptes versés fournisseurs	76	0	-76	0	0
Total Immobilisations Location Simple	24 073	0	-7 803	16 625	32 894

Amortissements et provisions En milliers d'euros	Solde au 31/12/2015	Dotations aux amortissements de l'exercice	Reprises d'amortisse- ments de l'exercice	Autres variations de l'exercice	Solde au 31/12/2016	Valeur nette Comptable au 31/12/2016
Immobilisations en Location Simple						
Immobilisations en Location Simple France	0	0	0	0	0	0
Immobilisations patrimoine France	14 401	1 055	-2 018	5 311	18 749	14 145
Total des immobilisations en Location Simple	14 401	1 055	-2 018	5 311	18 749	14 145
Immobilisations en cours Location Simple						
Immobilisations en cours Location Simple France	0	0	0	0	0	0
Total des Immobilisations en cours Location Simple	0	0	0	0	0	0
Acomptes versés fournisseurs						
Acomptes versés fournisseurs France	0	0	0	0	0	0
Total des acomptes versés fournisseurs	0	0	0	0	0	0
Total Immobilisations Location Simple	14 401	1 055	-2 018	5 311	18 749	14 145

Provisions Art 39 et dépréciation des immeubles En milliers d'euros	Solde au 31/12/2015	Dotations aux amortissements de l'exercice	Reprises d'amortissements de l'exercice	Autres variations de l'exercice	Solde au 31/12/2016
Immobilisations en Location Simple					
Immobilisations en Location Simple France	0	0	0	0	0
Immobilisations patrimoine France	3 373	7 170	0	-3 492	7 051
Total des immobilisations en Location Simple	3 373	7 170	0	-3 492	7 051
Immobilisations en cours Location Simple					
Immobilisations en cours Location Simple France	0	0	0	0	0
Total des Immobilisations en cours Location Simple	0	0	0	0	0
Acomptes versés fournisseurs					
Acomptes versés fournisseurs France	0	0	0	0	0
Total des acomptes versés fournisseurs	0	0	0	0	0
Total Immobilisations Location Simple	3 373	7 170	0	-3 492	7 051

En milliers d'euros	Solde au 31/12/2015	Dotations aux amortissements de l'exercice	Reprises d'amortissements de l'exercice	Autres variations de l'exercice	Solde au 31/12/2016
Créances douteuses valeur brute Location Simple (1)					
Créances douteuses valeur brute Location Simple France	0				0

Total Créances douteuses valeur brute Location Simple (1)	0				0
Provisions sur créances douteuses Location Simple (1)					
Provisions sur créances douteuses Location Simple France	0	0	0	0	0
Total Provisions sur créances douteuses Location Simple (1)	0	0	0	0	0
Créances rattachées Location Simple					
Créances rattachées Location Simple France	0				0
Total Créances rattachées Location Simple	0				0
Total des créances douteuses valeur nette et créances rattachées Location Simple	0				0

I. Immobilisations corporelles et incorporelles

Néant

J. Autres actifs

En milliers d'euros	2016	2015
Autres débiteurs divers	18 705	7 529
Dépôts et cautionnements	94	94
Fonds de garantie	145	141
État Impôts et taxes	15 751	9 943
Créances douteuses	0	0
Impôt différé (1)	6 105	21 030
Total	40 800	38 737

(1) Le poste d'impôt différé est impacté par la loi de Finances 2017 de - 152 k€ et par la régularisation sur la distribution des dividendes (2008 et 2014) de -1 121 k€.

K. Comptes de régularisation (Actif)

En milliers d'euros	2016	2015
Valeurs à l'encaissement	-	635
Charges payées d'avance	-	-
Produits à recevoir	7 882	7 596
Charges à répartir	-	-
Autres	129	578
Total	8 011	8 809

L. Dettes envers les établissements de crédit

En milliers d'euros	2016	2015
Comptes et emprunts à vue	5 464	4 667
Dettes rattachées		
Total à vue	5 464	4 667
Valeurs données en pension	-	-
Comptes et emprunts au jour le jour		
Comptes et emprunts à échéance	2 369 533	220 669
Dettes rattachées	3 936	4 268
Total à terme	2 373 469	2 224 937
Total	2 378 933	2 229 604

Échéancier des comptes et emprunts à échéance au 31 décembre 2016

En milliers d'euros	Total bilan	< 3 mois	3mois à 1 an	1 an – 5 ans	> 5ans
Comptes et emprunts - Entreprises liées	2 369 202	117 459	161 230	908 564	1 181 949
Comptes et emprunts - Entreprises non liées	331	225	106	-	-

M. Opérations avec la clientèle (Passif)

Il n'existe pas d'opérations avec la clientèle sur compte d'épargne à régime spécial

Les autres dettes se décomposent de la façon suivante :

En milliers d'euros	2016	2015
Comptes à vue	-	-
Dettes rattachées	-	-
Total à vue	-	-
Comptes à terme	146 641	137 815
Dettes rattachées	-	-
Total à terme	146 641	137 815
Total	146 641	137 815

Échéancier des opérations avec la clientèle à terme au 31 décembre 2016

En milliers d'euros	Total bilan	< à 3 mois	3mois à 1 an	1 an - 5ans	> 5ans
Comptes créditeurs à terme	146 641	2 894	9 308	72 900	61 538

N. Dettes représentées par un titre

En milliers d'euros	2016	2015
Bons de caisse		
Total bons de caisse	-	-
Titres de créances négociables (1)	1 000	
Dettes rattachées		
Total titres de créances négociables	1 000	-
Obligations	-	-
Dettes rattachées	-	-
Total obligations	-	-
Versements à effectuer sur titres non libérés	-	-
Total Dettes représentées par un titre	1 000	-

(1) Les Titres de créances négociables sont remboursables le 11/09/2017 en compte.

O. Autres passifs

En milliers d'euros	2016	2015
Dépôts de garantie	1 904	2 359
Fournisseurs (crédit-bail et assimilés)	42 811	22 357
État et Organismes sociaux	5 901	6 730
Autres	6 937	2 271
Impôt différé	-	16 739
Total	57 554	50 455

P. Comptes de régularisation (Passif)

En milliers d'euros	2016	2015
Produits perçus d'avance (1)	13 690	11 682
Comptes d'encaissement		
Charges à payer	4 189	4 167

Autres	5 915	7 913
Total	23 794	23 762

(1) Les produits perçus d'avance sont constitués exclusivement des régularisations des loyers de crédit-bail.

Q. Provisions

En milliers d'euros	2015	Dotation	Reprise	Utilisation	Autres variations	2016
Provisions	856	2 400	-649			2 607
Provisions pour suspens						-
Total	856	2 400	-649	-	-	2 607

R. Capitaux propres**1) Capital**

Au 31 décembre 2016, le capital social de Natiocrédibail s'élève à 32 000 000 euros composé de 2 000 000 actions d'un montant nominal de 16 euros entièrement libérées.

2) Provisions réglementées et subventions d'investissement

Il s'agit des subventions reçues dans le cadre de nos opérations de crédit-bail pour leur montant net d'amortissement soit 5 957 K€..

3) Tableau de variation des capitaux propres

En milliers d'euros	Ouverture	Affectation résultat n-1	Distribution nette d'acompte	Résultat	Autres mouvements	Clôture
Capital	32 000					32 000
Prime d'émission	17 642					17 642
Réserve légale	3 200					3 200
Réserve des plus-values à long terme	0					0
Autres réserves	75					75
Provisions réglementées	0					0
Subventions d'investissement	6 379				-422	5 957
Report à nouveau	-27 056	6 234				-20 822
Résultat net de l'exercice	6 234	-6 234		12 861		12 861
Total capitaux propres	38 474	0	0	12 861	-422	50 913

(1) Le poste Résultat net de l'exercice est impacté par la loi de Finances 2017 de + 152 k€ et par la régularisation sur la distribution des dividendes (2008 et 2014) de + 1 121 k€.

4) Résultat dilué par action et résultat par action

Résultats réduits à une seule action ajustée	
- Résultat après impôts, participation des salariés mais avant dotations aux amortissements et provisions :	102,44 €
- Résultat après impôts, participations des salariés et dotations aux amortissements et provisions :	6,43 €
- Dividende attribué à chaque action (crédit d'impôt non compris) :	0,00 €

4. Notes sur le hors bilan**A. Engagements de hors bilan**

En milliers d'euros	2016	2015
Engagements donnés	317 538	138 250
Engagements de financement en faveur des établissements de crédit	5 000	
Engagements de financement en faveur de la clientèle	312 408	138 173
Engagements de garantie en faveur des établissements de crédit	130	77
Engagements de garantie en faveur de la clientèle		-

Engagements reçus	299 813	392 150
Engagements de financement reçus des établissements de crédit	54 981	117 574
Engagements de garantie reçus des établissements de crédit	184 449	215 763
Engagements de garantie reçus de la clientèle	60 383	58 813

5. Notes sur le compte de résultat

A. Produits et charges d'intérêts

En milliers d'euros	2016		2015	
	Produits	Charges	Produits	Charges
Opérations avec Établissements de crédit	2 423	25 875	2 198	28 060
Opérations avec la clientèle	-	2 182	-	2 320
Obligations et autres titres à revenu fixe	-	-	-	-
Autres intérêts	-	-	-	-
Provisions	-	-	-	-
Total	2 423	28 057	2 198	30 380

Les provisions relatives à ces opérations sont enregistrées en coût du risque.

B. Revenus de titres à revenu variable

Néant

C. Commissions

En milliers d'euros	2016		2015	
	Produits	Charges	Produits	Charges
Opérations avec Établissements de crédit		-		-
Opérations avec la clientèle		-		-
Commissions en risques		956		1 222
Total	-	956	-	1 222

D. Produits et charges sur opérations de crédit-bail et de location simple

— Produits et charges sur opérations de crédit-bail

a) Produits sur opérations de crédit-bail

En milliers d'euros	2016	2015
Loyers	251 228	234 296
Reprises de provisions spéciales (Art. 39 et 64)	12 072	15 722
Autres reprises de provisions	1	12
Reprises de provisions sur immobilisations	0	0
Plus-values de cession	2 492	968
Indemnités de résiliation	0	0
Produits divers	15 294	10 986
Coût du risque	-13 571	-11 298
Total	267 516	250 687

b) Charges sur opérations de crédit-bail

En milliers d'euros	2016	2015
Dotations aux amortissements	134 003	123 381
Dotations aux provisions spéciales (Art. 39 et 64)	64 805	58 732
Moins-values de cessions	12 425	16 185
Charges diverses	2 279	3 160
Total	213 512	201 458

— Produits et charges sur opérations de location simple

a) Produits sur opérations location simple

En milliers d'euros	2016	2015
Loyers	730	526
Reprises de provisions	3 492	901
Plus-value de cessions	387	162
Indemnités de résiliation	0	0
Produits divers	0	2 518
Coût du risque	0	0
Total	4 609	4 106

b) Charges sur opérations de location simple

En milliers d'euros	2016	2015
Dotations aux amortissements	1 055	683
Dotations aux Provisions sur Immeuble	6 580	1 773
Moins-values de cessions	1 676	170
Charges diverses	1 296	3 586
Total	10 607	6 212

E. Autres produits et charges d'exploitation bancaire et non bancaire

En milliers d'euros	2016		2015	
	Produits	Charges	Produits	Charges
Autres Produits & Charges d'exploitation bancaire	280	2 409	327	16
dont refacturation	-	-	-	-
Autres Produits & Charges d'exploitation non bancaire (1)	6 233	76	811	1
dont Quote-part du produit des subventions	374	-	630	-
Total	6 513	2 485	1 138	17

F. Charges générales d'exploitation

Natiocrédibail n'a pas de personnel, l'ensemble de ses activités est géré par le personnel BPLG sous forme d'assistance administrative.

A la clôture de l'exercice, les frais administratifs s'élèvent à 10 983 milliers d'euros (dont 10 346 milliers d'euros d'assistance administrative) contre 11 888 milliers d'euros en 2015.

G. Cout du risque

En milliers d'euros	2016	2015
Dotations aux provisions	265	442
Créances irrécupérables couvertes		
Créances irrécupérables non couvertes		
Reprises de provision	-304	-402
Récupérations sur créances amorties		
Total	-39	40

H. Gains ou pertes sur actifs immobilisés

Néant

I. Résultat exceptionnel

Néant

J. Impôt sur les sociétés

Au 31 Décembre 2016, Natiocrédibail a constaté un impôt société à payer de 2 298 574 €

Au titre de 2016, Le montant de l'impôt au titre des différences sociales /fiscales est de - 1 813 781,24 €

Le poste impôt différé est par la loi de Finances 2017 de - 152 258,06 € et par la régularisation sur la distribution des dividendes (2008 et 2014) de -1 120 591,26 €.

Le secteur taxable est bénéficiaire de 14 497 111,49 €.

Nous cumulons un total de déficits reportables de 133 759 355,96 €.

6. Autres informations

A. Informations relatives aux entreprises liées

En milliers d'euros	Entreprises liées France
Actif	
Créances sur les établissements de crédit	165 678
Créances sur la clientèle	0
Actions et autres titres à revenu variable	46 291
Obligations et autres titres à revenu fixe	0
Autres Actifs	0
Comptes de régularisation actif	7
Passif	
Dettes envers les établissements de crédit	2 374 137
Comptes créditeurs de la clientèle	0
Dettes représentées par un titre	0
Autres passifs	0
Comptes de régularisation passif	-253
Hors-bilan	
Engagements de financement en faveur d'établissements de crédit	5 000
Engagements de garantie en faveur d'établissements de crédit	0
Engagements de garantie en faveur de la clientèle	0
Engagements de financement reçus d'établissements de crédit	54 981
Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit	163 250
Engagements de garantie reçus de la clientèle	0

B. Proposition d'affectation des résultats (En milliers d'euros)

Résultat de l'exercice	12 861
Report à nouveau	-20 822
Total à répartir	-7 961

Réserve Légale	-
Excédent Réserve Légale	-
Réserve spéciale des œuvres d'art	-
Réserve spéciale provenant de la provision	-
Pour investissement libérée	-
Dividende	-
Acompte sur dividendes	-
Report à nouveau	-7 961
Total réparti	-7 961

C. Comptabilité sociale et financière et consolidation

- En tant qu'Établissement de crédit, Natiocrédibail, pour l'établissement des comptes consolidés, doit réglementairement tenir une comptabilité dite financière pour les opérations de crédit-bail et de location avec ou sans option d'achat. Cette comptabilité fait ressortir un résultat financier en déterminant un amortissement financier de chaque opération sur la base du taux de rendement attendu du capital engagé.

-Le résultat financier est égal au résultat social auquel il est substitué, notamment, aux amortissements, aux plus et moins-values et aux provisions pour créances douteuses, leurs équivalents financiers.

-La réserve financière est constituée des écarts cumulés entre résultats financiers et résultats sociaux.

-Enfin il est constaté un impôt différé financier passif dès lors que la comptabilité financière aboutit à différer dans le temps une partie des résultats par rapport aux résultats sociaux.

a) Passage du résultat social au résultat financier

En milliers d'euros	2016	2015
Résultat comptable avant impôt	13 336	5 699
Différence entre amortissements financiers et amortissements sociaux yc Provisions spéciales	-866	-461
Différence entre plus et moins-value sociales et financières	139	2 920
Différence entre provisions sociales et provisions financières pour créances douteuses	3 674	-3 034
Retraitements CRC 2002-03	330	3 549
Retraitements contentieux	-1 346	1 277
Différence entre LPA et APA et entre LAR et AAR	59	61
Divers (écart intérimaire)	10	-
Résultat financier hors IAS avant impôt au 31 décembre	15 336	10 011

b) Principaux éléments composant la réserve financière

La réserve financière de Natiocrédibail au 31 décembre 2016 se décompose de la façon suivante :

En milliers d'euros	2016	2015
Différence entre amortissements financiers et amortissements sociaux yc Provisions spéciales	59 824	55 243
Différence entre provisions sociales et provisions financières pour créances douteuses	8 053	4 379
Retraitements CRC 2002-03	-947	-1 277
Retraitements contentieux	-	1 346
Différence entre LPA et APA et entre LAR et AAR	334	5 573
Réserve financière brute - French - au 31 décembre	67 264	65 263
Réserve financière sur immobilisations non louées		
Réserve financière brute French sur immobilisations louées- au 31 décembre	67 264	65 263

c) Consolidation

Natiocrédibail est consolidée dans les comptes de BNP Paribas SA dont le siège social se trouve au 16, boulevard des Italiens 75009 Paris

D. Évènements post clôture

Il n'y a aucun évènement post clôture.

V. —Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2016

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2016, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société Natiocrédibail S.A., tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I. Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à

vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point suivant dans la note 6 – C de l'annexe aux comptes annuels relative à la comptabilité financière qui présente le résultat financier de l'exercice : ce résultat est déterminé en tenant compte de l'amortissement financier des capitaux engagés sur la durée des contrats de crédit-bail. Nous rappelons que ce résultat donne une meilleure image de la rentabilité financière de votre société que le résultat social qui prend en compte les amortissements industriels des matériels loués.

II. Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L.823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

Estimations comptables

Provisionnement du risque de crédit

- Votre société constitue des dépréciations pour couvrir les risques de crédit inhérents à ses activités telles que présentées en note 2 – C et 2 – E de l'annexe aux comptes annuels. Dans le cadre de notre appréciation des estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes, nous avons examiné le dispositif de contrôle relatif au suivi du risque de crédit, à l'appréciation des risques de non recouvrement et à leur couverture par des dépréciations. Nous avons procédé à l'appréciation du caractère raisonnable de ces estimations.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III. Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Fait à Neuilly sur Seine et Paris-La Défense, le 5 mai 2017,

Les Commissaires aux comptes :

PricewaterhouseCoopers Audit
Nicolas Montillot

MAZARS
Claire Gueydan-Brun

VI. — Rapport de gestion

Le rapport de gestion est tenu à la disposition du public au siège social de la Société.

1703108